Gaza en proie à une 'grave crise humanitaire', affirme John Holmes

25 octobre 2007 – La situation à Gaza a atteint le niveau d'une grave crise humanitaire, a déclaré aujourd'hui John Holmes, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU lors d'une conférence de presse à Genève.

- « L'étau se resserre sans cesse », a dit John Holmes, qui a souligné néanmoins que « personne ne meurt de faim ». « Mais ce n'est pas une bonne situation pour la population, sa dignité et sa participation à un quelconque processus de paix », a-t-il ajouté.
- « Il est difficile de concilier la détérioration constante de la situation sur le terrain avec les progrès attendus [lors de la conférence de paix israélo-palestinienne convoquée par les Etats-Unis] à Annapolis, qui doit avoir lieu dans deux semaines », a dit le Secrétaire général adjoint, qui a appelé Israël à « alléger les restrictions sur l'aide humanitaire et à lever le blocus économique sur Gaza comme la meilleure façon d'y promouvoir la paix ».

Israël a déclaré Gaza « territoire hostile » après la prise du pouvoir par la force par le mouvement islamiste du Hamas et, invoquant la poursuite des tirs de roquette vers Israël, a annoncé aujourd'hui des coupures progressives dans la fourniture de courant et de carburant à Gaza.

« Bien sûr, nous condamnons ces attaques. Mais ces mesures ne paraissent être des réponses adaptées en ce qu'elles punissent la population de Gaza », a dit le Secrétaire général adjoint.

Ce dernier a expliqué « qu'alors qu'au mois de juillet l'ONU avait pu faire passer 3.000 camions d'assistance humanitaire, en septembre ce chiffre était tombé à 1.508. La semaine dernière, 663 camions sont passés alors que 793 étaient entrés à Gaza la semaine d'avant ».

« Le principal point de passage des marchandises, Karni, est fermé depuis le mois de juin. Celui de Sufa devrait fermer à la fin du mois. Le principal point de passage pour la population, celui de Rafah, est fermé depuis juin, et les passages disponibles sont manifestement insuffisants ».

Par ailleurs, sur le plan de l'emploi, une grande partie de l'industrie a fermé en raison du manque d'accès aux marchés.

« Près de 70.000 travailleurs ont été licenciés des secteurs de l'industrie et des services et de l'agriculture », a dit le Coordonnateur humanitaire.

Enfin, alors que 40 patients pouvaient aller en Israël se faire soigner tous les jours au mois de juillet, ce chiffre est tombé à moins de 5 au mois de septembre ».

« Le blocage de la liberté de mouvement pour des raisons médicales constituerait une violation du droit international humanitaire », a déclaré John Holmes.